

10 c.  
LE NUMÉRO.

# LA DÉMOCRATIE

10 c.

LE NUMÉRO.

JOURNAL DES INTÉRÊTS POPULAIRES.



Prix d'Abonnement	Lyon.	Rhône.	Départem.
Trois mois, 8 fr.	10 fr.	12 fr.	
Six mois, 15	19	22	
Un an, 30	36	40	

(Payable d'avance)

LA DÉMOCRATIE paraît tous les jours excepté le mardi et donne les nouvelles vingt-quatre heures avant les journaux de Paris.

On s'abonne, à LYON, au Bureau du Journal, et à PARIS, chez Lejollot, et Comp. rue Notre-Dame-des-Victoires, 46.  
Les annonces se paient 25 cent., et les Réclames 40 cent. la ligne.

Lyon, 9 Novembre.

En jetant dans le public un nouvel organe de nos idées, notre but n'est point de créer au pouvoir un adversaire de plus, cela n'est pas nécessaire. Formé de rouages arrachés à la rouille de tous les vieux systèmes, ce pouvoir trouve assez d'obstacles dans son origine et dans son personnel, pour qu'il nous soit besoin de hâter, même par des vœux, le sort qui l'attend. Sa marche, d'ailleurs, boiteuse et lente, nous sert en nous donnant le temps de préparer, durant cette étape à laquelle il nous condamne, les premières assises d'un monument futur.

Nous délaissions cependant cette polémique nouvelle et ces combats pacifiques, si, dans la déroute des nationalités et des pouvoirs hâtifs, — premiers linéaments de la République future, — nous avions entrevu l'oubli ou l'indifférence, tuant nos idées bien plus sûrement que la persécution. Il n'en est rien. Nous avons eu de cruelles déceptions. Mais nos idées sont encore dans l'air, les esprits les plus rassurés en craignent en core la contagion. Elles sont là en face des armées et des czars triomphants, comme l'éternelle menace de la Vérité. La Révolution de Février a fait comme le Nil débordé : elle a emporté ses eaux à la mer; mais elle a laissé son limon sur le sol. Plutôt assésée que vaincue, elle n'est venue au monde que pour donner aux vagues aspirations des esprits généreux une vision rapide de ce qu'ils pourront le jour où la lumière aura fait son chemin.

Reprenons donc où elle en est, et dans les conditions que nous impose la misère des temps, cette marche incessante de l'humanité, s'appuyant tantôt sur le fait, tantôt sur l'idée; aujourd'hui secouant les trônes, demain charmant les foules; aujourd'hui stigmatisant les hontes et les faiblesses du passé, demain dévoilant à tous les yeux la perspective de l'avenir.

La royauté a reçu le coup mortel. C'est une institution finie. Il faut maintenant constituer la démocratie sur sa base économique et morale.

Voilà notre tâche nouvelle. Nous avons à démontrer la théorie des systèmes qui doivent, dans un avenir plus ou moins prochain, régir l'humanité.

Ce programme n'est pas d'aujourd'hui. Nous ne faisons que le renouveler dans son expression.

Qui se chargera de l'exécuter? Quelle force, quel prestige, quel souvenir pourra arracher à l'homme la libre discussion des prérogatives qu'il tient de Dieu et de la nature? s'il nous était interdit de discuter les actes du Pouvoir, forme humaine et conséquemment transitoire, qui nous empêcherait, en laissant de côté toutes récriminations de personnes, d'interroger notre conscience et de faire parler la vérité divine déposée dans l'Évangile et dans les écrits des libres penseurs? Si nous ne pouvions évoquer la Révolution de 92, qui nous empêcherait de dérouler devant le Peuple, la Révolution éternelle de l'idée?

Personne.

Car, tant qu'il y aura pour ceux qui souffrent une larme de sympathie dans l'œil de la plus simple femme du Peuple, nous serons aussi forts que les martyrs et les apôtres, — et nous aurons le droit de nous faire une arme de nos faiblesses et de nos souffrances. Nous avons la foi et nous savons que la vérité a toujours suivi le sillon de la douleur.

### A nos amis.

Dans les circonstances actuelles, il y a presque du dévouement à faire paraître un nouveau journal; mais, plus les temps sont difficiles, plus les événements se pressent pleins de gravité, plus il importe aux véritables amis du peuple de se tenir fermes dans la lice.

Après deux années de misère et de luttes intérieures, les espérances qu'avait fait naître la révolution de Février semblent pour longtemps ajournées; toutefois, il reste encore debout deux grandes conquêtes, qui, à elles seules, doivent sauver l'avenir et rassurer le présent; ces deux conquêtes sont: le suffrage universel et la Constitution.

Par le suffrage universel, la démocratie est appelée à vaincre sans combat. Quand le peuple, émancipé par la connaissance de ses droits et de ses devoirs, saura se servir de cet arme puissante, il aura fermé à jamais l'ère des révolutions sanglantes. Par la voie du scrutin, il fera connaître sa volonté, et de l'urne électoral sortira pacifiquement un nouvel ordre de choses.

En s'appuyant sur la Constitution de 1848, en la respectant elle-même et en la faisant respecter, la démocratie réserve pour l'avenir tous les fruits qu'elle est en droit d'attendre de la révolution de Février.

C'est sur ces deux grandes bases que reposent désormais toutes nos espérances, et c'est à leur conservation que nous consacrons notre plume.

Aucun établissement n'est permis sans l'assentiment de l'État, et dans l'ordre moral comme dans l'ordre physique, il faut souvent

bien des jours pour que le germe qu'on a semé rapporte tous ses fruits; — voilà pourquoi le suffrage universel n'a pas répondu à nos espérances.

Instruisons le peuple, faisons pénétrer jusqu'au fond des intelligences les plus rebelles la science démocratique, et nous verrons alors le suffrage universel devenir un instrument sûr et solide entre les mains du peuple.

La Constitution elle-même est imparfaite; aussi n'est-elle pas éternelle; — préparons sa révision. Elle en a fixé elle-même le jour; sachons l'attendre avec patience, nous tenons fermes dans le présent et confiants dans l'avenir.

Ne soyons pas comme ces hommes qui ne reculent pas devant les plus sanglantes nécessités, dès qu'il s'agit de satisfaire leurs appétits.

La Constitution ne peut être révisée que dans trois ans; prenons patience et attendons. C'est trois années que la Providence nous accorde pour nous faire pénétrer plus à fond dans la science républicaine.

Notre éducation est encore toute à faire, travaillons-y avec ardeur et paisiblement. Que la foi démocratique étende ses racines sur toute la France par la propagande des idées républicaines, et quand le grand jour sera venu de consulter encore une fois le Peuple, il n'y aura plus qu'une seule voix et qu'une seule volonté.

### Correspondance spéciale.

Paris, 8 novembre 1849.

Une correspondance bien intéressante serait celle qui vous donnerait l'explication de la dernière charade ministérielle; voici tantôt huit jours que nous vivons au milieu d'un carnaval politique non masqué. On ne s'aborde qu'en se demandant que signifie tout cela? qu'en sortira-t-il? et où allons-nous?

Comme il me semble vous entendre de là-bas me demander: Et vous qu'en dites-vous? Je prends les devants et vais vous retracer aussi fidèlement et aussi impartialement que possible l'impression produite à Paris, en dedans comme au dehors de l'Assemblée législative, par les derniers événements.

Le message présidentiel, déclarons-le tout d'abord, a produit une impression favorable dans le peuple; il lui en coûte tant de renoncer à toutes les espérances qui reposent sur ce grand nom de Napoléon. On oubliait le ton un peu cavalier, la personnalité trop républicaine; nous tenons si peu à la forme, nous autres, quand le fond est bon; le ministère était renvoyé, c'était une satisfaction donnée à tant de griefs, depuis le bombardement de Rome jusqu'aux persécutions républicaines. Les vieux de la vieille se frottaient les mains, un point lumineux semblait rayonner à l'horizon, le message n'était encore qu'une espérance, mais c'est déjà quelque chose d'espérer, et je vous parle ici de cette immense majorité de bonnes âmes naïves qui ne demandent qu'à croire au bien.

Le message disait que la majorité coalisée n'était arrivée qu'à une neutralisation de force; c'est bien, c'est très vrai; mais voilà que le lendemain le ministère nouveau se met sous la protection de cette même majorité plus exclusive, plus impuissante que jamais.

Le message avait déclaré franche et bonne guerre aux fractions monarchiques, dont le drapeau était si hautement relevé par les chefs du parti légitimiste ultramontain.

Bravo! nous battons des deux mains, mais en y regardant d'un peu plus près, ne s'aperçoit-on pas que le premier ministre, M. d'Hautpoul, n'est autre chose lui-même qu'un Henriquiniste pur sang, boudeur du faubourg St-Germain, qui pendant longtemps a trouvé Louis-Philippe beaucoup trop révolutionnaire pour son tempérament.

Enfin, le grand mot de dignité nationale avait été prononcé; on disait partout que le président avait été humilié de voir ses patriotiques intentions si mollement défendues, à propos des affaires de Rome. En face du mot *proprio*, si audacieusement exalté. Notre armée républicaine, s'élevait on, va donc recevoir enfin une consigne digne d'elle, digne de la France, et on relevait la tête au pied de la colonne.

Hélas! hélas! illusions trompeuses que vous vous êtes vite évanouies! Le soldat qui va commander nos soldats sur la terre d'Arcle et de Marengo, le diplomate chargé de défendre la liberté à la cour du pape et dans le conseil des cardinaux, c'est... vous le savez, l'ancien président de la rue de Poitiers!

De vive maintenant qui pourra le met de l'énigme; qu'un autre se charge de mettre d'accord les actes et les paroles, les messages et les nominations qui l'ont suivi; pour moi, je me contente de vous dire ce qu'on en pense, et on en est venu à ne savoir qu'en penser, ou plutôt à n'en rien penser du tout.

Il y a cependant en cela, comme en toutes choses, deux façons d'envisager les faits; il y a la médaille et son revers, ou plutôt, il y a, dans ceux qui veulent juger et deviner, les optimistes et les pessimistes; chacun a son interprétation, que je vous exposerai demain, si, d'ici là, quelque coup de tonnerre imprévu n'est pas venu jeter la clarté au milieu de cet entassement de nuages.

Cette comparaison n'est pas hyperbolique; elle me servira de transition pour vous développer le système des trembleurs, qui croient à un coup d'état.

### Correspondance spéciale de l'Assemblée.

Paris, le 9 novembre 1849.

Encore une séance bien employée. La droite fait des progrès, et ayant pu le montebian blanc aura laissé bien loin derrière elle le montebian rouge, elle a perfectionné le système parlementaire avec un rare talent.

Vingt heures, et depuis l'ouverture de la séance, messieurs de la droite ont pas-é un temps à compter et recompter ces 307 voix qui leur tiennent tant à cœur. Ils prétendent qu'on a voté pour les absents, que d'autres ont voté pour, croyant voter contre... En fin de compte, ils voudraient qu'on recommencât le scrutin.

La gauche rit dans sa barbe et se laisse patanger. Plus, orsqu'il s'agit de trancher la question, elle se écrase avec l'ordre du jour par et simple.

Par pari reformer, à chacun son tour.

En tout cas, sans vouloir trop exagérer la portée de ces escarmouches, soyez sûrs que le coup a porté au défaut de la cuirasse et que le grand parti des coalisés est en déroute et ne marche plus qu'à la débânde.

Le ministère continue à faire le mort.

UN REPRÉSENTANT.

LE COUP D'ÉTAT. — Toute la France, depuis quelques jours, semble être dans l'attente. On parle d'un coup d'état qui renverserait les pouvoirs établis et la Constitution; on assure que M. Bonaparte songe sérieusement à se faire accorder la présidence à vie, ou, si mieux il aime, l'empire. La chose est facile à dire, mais elle est, selon nous, beaucoup plus difficile à faire.

En effet, comment le président de la République pense-t-il effectuer ce coup d'état? Prétend-il s'emparer de la France par une surprise? — Mais il sait mieux que personne, qu'*erreur ne fait pas compte*, et il n'ignore pas non plus que les ANCIENS PARTIS, une fois qu'il serait au pouvoir, se réuniraient tous immédiatement, dans un accord parfait, pour renverser sa puissance.

Veut-il faire un appel au peuple? Mais est-il donc si mal informé qu'il ne sache pas que toute la France, qui l'a choisi au 10 décembre parce qu'elle attendait de lui de grandes choses, en est à regretter ce choix précipité, parce qu'il n'a rempli aucune des espérances qu'il avait fait naître.

Son oncle lui-même n'osa saisir cette couronne impériale tant désirée, qu'après avoir enivré la France par la fumée de ses victoires, et encore crut-il devoir auparavant consulter le pays par un vote universel.

Si donc Bonaparte songe à faire un coup d'état, bien sûr que ce n'est que dans un temps encore assez éloigné; — il lui faut auparavant, par de grands et utiles améliorations, reconquérir cette popularité qu'il a perdue; il faut qu'il fasse oublier son alliance avec les hommes de la droite; il faut qu'il rompe franchement avec ces anciens partis qu'il a stigmatisés d'une main tandis qu'il les caressait de l'autre; il faut qu'il tère la France à ses propres yeux, il faut, en un mot, qu'il fasse un pas vers cette Montagne, dont on a fait l'épouvantail du pays.

Nous ne savons si Bonaparte veut faire cela, mais nous doutons fort qu'il le puisse, et par cela même nous sommes tranquilles.

Les bruits les plus alarmants et les plus divers circulent, répandus à dessein par la réaction royaliste.

Ces bruits sinistres de coups d'état et de luttes civiles arrêtent les affaires, entravent l'industrie et le commerce, refoulent la confiance qui ne demande qu'à se faire jour, et le but poursuivi par les royalistes est atteint.

La souffrance publique est nécessaire à la réussite de leurs projets, et ils ne se font pas faute de la provoquer par tous les moyens qui sont à leur portée.

Un fait assez important et qui semble pronostiquer, pour l'avenir, de singuliers revirements dans l'esprit de l'Assemblée législative, vient de se passer à la dernière séance. Il était question de la loi sur l'instruction publique; une portion de l'Assemblée, celle qui, depuis longtemps, est habituée à voir tout plier devant elle, voulait que le projet de loi lui fut directement soumis, et l'autre demandait que le projet fût d'abord renvoyé au conseil d'Etat.

Le scrutin de division a eu lieu sur cette question. Après une grande hésitation dans le bureau de l'Assemblée, qui compte plusieurs fois les bulletins, M. le président fait connaître que l'Assemblée adopte le renvoi au conseil d'Etat par 307 voix contre 305.

Voici comment la Presse apprécie ce résultat:

Après une discussion, dans laquelle M. Beugnot est intervenu au nom du parti catholique, pour combattre le renvoi de la loi sur l'en seignement au conseil d'Etat; ce renvoi, vivement appuyé par MM. Pascal Duprat, Lherbette, Cavaignac et Barthélemy Saint-Hilaire, au nom du respect de la Constitution, a été prononcé à quatre voix de majorité.

Ce vote équivaut à l'enterrement de la loi de M. de Falloux.

Ainsi, cette majorité, dont tous les journaux de la rue de Poitiers célébraient encore ce matin l'indissoluble union, vient de se diviser sur la question la plus vitale, sur la question que M. de Montalembert considérait comme la pierre angulaire de la politique de la droite, et pour le salut de laquelle M. Beugnot adressait aujourd'hui à ses amis un appel désespéré.

On lit dans la Presse que...

LE RÉDACTEUR.

Messieurs, M. le président de la Courrier de la Somme, que le citoyen Raspail, détenu à Doullers, en être incessamment amené à Paris. Dieu d'Amiens, pour y recevoir les soins que réclame l'état de sa santé: les ouvriers sont en ce moment occupés à préparer à chambre qu'il devra habiter.

Ces faits sont complètement faux. La santé de mon père a résisté jusqu'à ce jour à des rigueurs dignes d'un autre siècle, et si mon père était





